

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 18645 - 72ÈME ANNÉE

La CIA à La Réunion -3-

Pourquoi la CIA s'intéresse-t-elle tant à La Réunion ?

A qui donc appartiennent les locaux
du Consulat de l'Afrique du Sud, rue Sainte-Marie ?



Extrait de Témoignages du 8 octobre 1977.

La Réunion se trouvait au cœur des préoccupations des grandes puissances occidentales, à cause des perspectives politiques initiées par le PCR et par son dirigeant Paul Vergès. Le fond reposait résolument sur la solidarité anti-colonialiste et anti-impérialiste. Après la vague d'indépendance que notre zone a connue : Madagascar, des Seychelles, de Maurice et des Comores, il ne restait plus que La Réunion. En pleine guerre froide, il était inimaginable, pour ceux qui se sont partagés le monde depuis 5 siècles, de laisser le PCR prendre le pouvoir, même si à aucun moment le PCR n'avait prôné l'indépendance.

De la fraude électorale, à l'oppression médiatique, en passant par des procès iniques, tout l'arsenal du parfait dictateur a été mobilisé pour empêcher Paul Vergès, le PCR et le peuple Réunionnais d'avoir des responsabilités dans son pays. Sur ce minuscule territoire de 2500 kilomètres carrés, la France a trouvé nécessaire de dépêcher un Premier ministre pour se présenter à la députation contre Paul Vergès. A 10 000 kilomètres de sa résidence ! Dès lors, tous les moyens institutionnels et illicites étaient mobilisés au service de la cause. Il squattait la seule radio et télé mais l'interdisait aux communistes. Pour se faire idée du scandale : il faut considérer les dénonciations médiatiques actuelles sur l'utilisation de moyens illicites pour se faire élire président, comme le niveau 1 sur une échelle de 100. De plus, ce candidat officiel envoyé de Paris parlait de Liberté, plus il soutenait le contraire.

Organisation contre-révolutionnaire à La Réunion

Dans le dossier du JIR, le rapport du 7 août 1980, déclassifié le 8 février 2007, la CIA souligne l'existence d'une organisation contre-révolutionnaire d'obédience Sud-Africaine, de type « OAS en Algérie », prête à entrer en action si jamais le pouvoir politique changeait de camps. Le journaliste relève : « or, à l'époque, le PCR, la CGTR et le FJAR sont considérés comme très influents dans les classes laborieuses et possiblement majoritaires lors des élections à venir ». Pour les ennemis de la démocratie, les fossoyeurs de la Liberté, après l'échec de leur tentative d'assassinat de dirigeants politiques, ils avaient aussi envisagé l'action terroriste armée ! Cette fois-ci, directement sur le sol Réunionnais.

Filière des complicités

En se replaçant dans le contexte de

l'époque, il est très facile de remonter la filière des complicités. Qui hébergeait les Sud-Africains, à Saint Denis, sous couverture du Consulat d'Afrique du Sud ? Y avait-il un lien avec le parti politique qui a fait battre le PCR, en 1981, empêchant Paul Vergès d'être élu député ? Car, sitôt, le forfait accompli, le nouveau Député réunionnais, est allé s'inscrire directement au Front National, probablement pour faciliter la connexion avec les racistes Sud-Africains. L'enjeu de la lutte en Afrique du Sud se jouait aussi à La Réunion. La France soutenait officiellement le pouvoir raciste tandis que le PCR luttait aux côtés des Noirs et de Mandela. Le JIR note que « ce mouvement souterrain sud-africain reçoit alors le soutien de la CIA qui protège les intérêts américains à La Réunion. C'est à dire principalement l'antenne Omega, indispensable au fonctionnement des sous-marins nucléaires ».

Dans le rapport du 16 février 1982, déclassifié le 16 novembre 2011, la CIA considère que « le gouvernement Mitterrand maintient un bon équilibre diplomatique dans la zone », selon le journaliste qui poursuit « l'agence détaille notamment une stratégie : La Réunion apporte son aide aux îles voisines pour les dissuader d'encourager les mouvements indépendantistes naissants sur son sol ».

Cheval de Troie des intérêts des Occidentaux

De cette paranoïa, il faut noter que La Réunion était devenue le cheval de Troie des intérêts des Occidentaux. Nos voisins, dirigeants anti-colonialistes à l'époque, craignaient cette situation et ne souhaitaient pas la présence d'un colonisateur, situé à 10 000 kilomètres de la zone. Pour La Réunion, ils avaient accepté une représentation hybride au sein de la COI, intitulée : France (Réunion). La situation s'est aujourd'hui aggravée. La France a fini par rejeter La Réunion de la COI et prendre sa place. Dans le communi-

qué final du Sommet de Moroni, en 2014, le nom de La Réunion a totalement disparu. Les dirigeants des pays voisins ont accepté le deal en prétextant que la France est devenue le premier bailleur, avec 40 % du budget de l'organisation régionale.

Illusion d'un pays libre et démocratique

Ainsi, le néo-colonialisme français poursuit le sale travail de la CIA d'entraver la représentation démocratique de La Réunion. De même, rien n'est fait en solidarité des Chagossiens dont une délégation a été reçue au Congrès du PCR. Un génocide, un véritable crime contre l'humanité se vit au cœur de la COI. La France, soit disant pays de la Liberté, se tait. A une question orale posée par la Sénatrice Gélita Hoarau sur ce sujet, la réponse du gouvernement, par la voix de Harlem Désir, fut lamentable. Ainsi va l'illusion que nous vivons dans un pays libre et démocratique.

La lutte pour la Liberté du peuple Réunionnais est incompatible avec les intérêts colonialistes et impérialistes.

Ary Yée Chong Tchi Kan

Edito

Pas de voix réunionnaise au Conseil des ministres de la COI

Depuis 2014, la régression du statut de La Réunion au sein de la Commission de l'océan Indien a été officiellement consacrée. Le nom de notre île n'apparaissait pas dans la déclaration finale du Sommet des chefs d'État et de gouvernement. Le déroulement du 32e Conseil des ministres de la COI organisé hier à Saint-Denis a confirmé ce fait. C'est un ambassadeur basé à Paris qui menait les débats. Aucun Réunionnais n'était à la tribune, et aucun Réunionnais n'a pris la parole lors des cérémonies officielles. Or, la COI n'est pas d'une importance aussi stratégique pour la France que pour La Réunion.

L'attitude du représentant de la France a fait tourner cette orientation à la caricature. Au terme d'un voyage de 10.000 kilomètres, c'est lui qui a souhaité la bienvenue à nos voisins. Lors des interventions des ministres des Comores, de Madagascar, de Maurice et des Seychelles, le secrétaire d'État semblait plus occupé à regarder les informations défilant sur son téléphone qu'à écouter les discours. Or, c'est tout de même lui qui était jusqu'à hier le président de la COI. Le comble a été atteint lors de la conférence de presse. Jean-Marie Le Guen a publiquement avoué sa méconnaissance d'un projet qui était à l'ordre du jour du Conseil, et pour lequel il venait de signer juste avant au nom de la France, et donc de La Réunion, une charte d'engagement.

Cette attitude est inquiétante. Est-elle révélatrice de la manière dont les intérêts réunionnais sont défendus par la France dans la COI ? Que doivent penser nos voisins d'une telle apparente désinvolture ?

Rappelons que la présence de la France au sein de la COI est singulière. La COI est la concrétisation sous forme étatique de conférences de partis progressistes de pays décolonisés. C'est ainsi que la COI était au départ une organisation rassemblant uniquement des États qui avaient fait leur décolonisation. À La Réunion, la décolonisation a été faite sous une autre forme que l'indépendance. Elle est intégrée à la République. C'est ce qui a permis à la France, ancienne puissance coloniale, d'intégrer une organisation constituée d'États riverains de l'océan Indien issus de la décolonisation.

Mais aujourd'hui, les Réunionnais sont réduits au silence. Le résultat est désastreux, car ce sont les premiers concernés par les décisions prises au sein de la COI.

J.B.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
71e année
Directeurs de publication :
1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX
Rédaction
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 29
E-mail : redaction@temoignages.re
SITE web : www.temoignages.re
Administration
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 23
E-mail Avis, Abonnement : avis@temoignages.re
E-mail Publicité : publicite@temoignages.re

32e Conseil des ministres de la COI

Changement climatique et sécurité l'ordre du jour

Le Parc des expositions de Saint-Denis accueillait hier le 32e Conseil des ministres de la Commission de l'océan Indien. Cet événement a permis de faire le bilan de la présidence française et de marquer le début de la présidence mauricienne de l'organisation. Il a vu aussi une rapide avancée des travaux qui se sont conclus avec deux heures d'avance sur l'horaire prévu. Lors des cérémonies d'ouverture et de clôture, aucun élu réunionnais n'a pris la parole.

La France a transmis hier la présidence de la Commission de l'océan Indien lors du 32e Conseil des ministres de l'organisation créée en 1984 par Madagascar, Maurice et les Seychelles, et à laquelle ont adhéré en 1986 la France par l'intermédiaire de La Réunion, et les Comores. Outre les ministres des Affaires étrangères de nos plus proches voisins, la Chine était représentée par son ambassadeur à Maurice. La Chine a en effet le statut d'observateur. L'Union européenne, principal contributeur financier, avait délégué son ambassadeur à Maurice et aux Seychelles. Des élus de la Région Réunion et le Département faisaient partie de la délégation française, les présidents de ces deux collectivités n'étaient pas présents.

L'ouverture et la clôture étaient présidées par l'ambassadeur Hallade, délégué à la coopération régionale dans l'océan Indien. Aucun Réunionnais n'a pris la parole lors de ces deux séquences.

Hamada Boléro, secrétaire général de la COI, a insisté sur le bilan comptable de l'organisation. En 2016, les dépenses de fonctionnement sont inférieures à 6 % du budget. Sur 300 millions d'euros gérés depuis 35 ans, moins de 30 millions ont servi au fonctionnement.

Comme tous les autres intervenants, il a insisté sur l'importance de prendre en compte le changement climatique dans les politiques. « Les questions climatiques pèsent de plus en plus sur les consciences et les finances », a-t-il souligné. L'Accord de Paris est un moyen d'accélérer la mise en œuvre des Plans climat, afin d'intensifier les politiques d'atténuation et d'adapta-

tion.

Un autre point commun aux interventions est celui de la priorité accordée à la sécurité. C'est tout d'abord la sécurité des échanges, avec la mise en œuvre à Madagascar d'un centre de fusion des informations maritimes. L'objectif est de lutter contre la piraterie. L'autre volet de cette sécurité touche à l'alimentation. Avec le soutien de la FAO, la COI a lancé un programme régional de sécurité alimentaire qui vise à s'appuyer sur Madagascar pour en faire le grenier de notre région. C'est une réalisation très attendue, notamment par les Seychelles. Jean-Paul Adam, ministre de la Santé, a rappelé que les Seychelles importent 90 % de son alimentation. Le raccourcissement de son approvisionnement est donc un enjeu stratégique.

Les membres de la COI comptent également valoriser les ressources de l'océan. C'est un gisement d'emplois, a souligné Seetannah Lutchmeenaraidoo, ministre des Affaires étrangères, de l'Intégration régionale et du Commerce extérieur de Maurice. L'économie bleue est un moyen sur lequel la COI veut s'appuyer pour se développer.

Hamada Boléro a également constaté que la COI est diminuée pour peser dans des dossiers importants, tels que la négociation des accords de partenariat économique avec l'Union européenne. Ce manque de moyen fait qu'elle ne pourra pas défendre les intérêts des peuples comme il se doit. C'est pourquoi le secrétaire général de la COI a plaidé pour un renforcement de l'organisation. Il demande à dépasser le cadre gestionnaire afin de faire évoluer la Commission de l'océan Indien en Communauté de l'océan Indien. Cet appel à une plus forte intégration trouve son origine dans l'histoire, avec des imaginaires imbriqués.

Début de la présidence mauricienne

Aussi bien lors de la cérémonie d'ouverture que celle de clôture, Jean-Marie Le Guen, secrétaire d'État au développement et à la francophonie, et également pré-

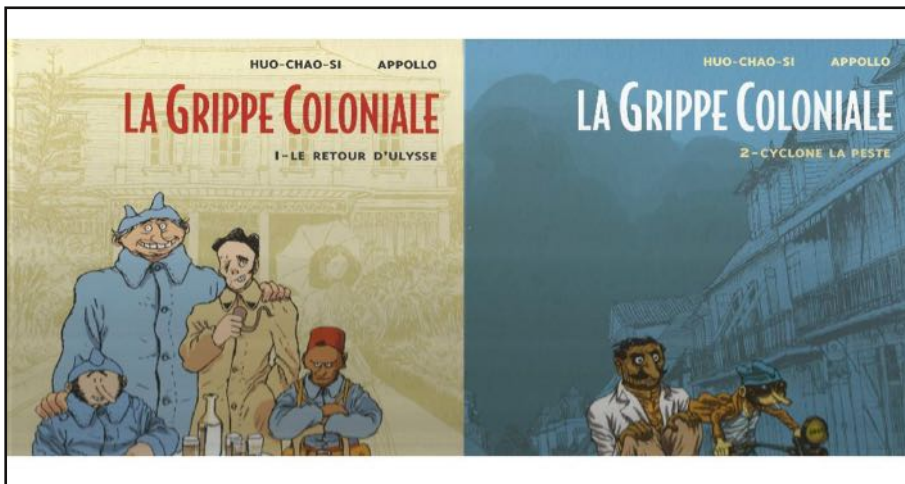
sident en exercice de la COI, a fait le bilan de la présidence française dans trois domaines : sécurité, environnement et développement économique. Il a souligné des avancées. L'ordre du jour du 32e Conseil des ministres devait notamment évoquer l'engagement d'un nouveau programme, SEGA One Health, un projet visant à prévenir les épizooties. L'épidémie de fièvre aphteuse à Rodrigues et à Maurice a en effet rappelé la vulnérabilité de notre région à ce genre d'événement qui a d'importantes répercussions sanitaires et économiques.

C'est pourquoi à côté du relevé des décisions, la signature de la Charte d'engagement pour SEGA One Health était un temps fort de la clôture du 32e Conseil des ministres. Il n'en demeure pas moins qu'interrogé sur le contenu de ce programme, Jean-Marie Le Guen a avoué son incapacité à répondre et a sollicité de l'aide dans la salle. Il fut donc secouru par le directeur régional de l'AFD. Un moment d'égarement sans doute compréhensible. Cela fait seulement trois mois que Jean-Marie Le Guen assume un poste au gouvernement qui fait de lui le président de la COI. Il n'a échappé à personne que pendant que les ministres intervenaient lors de la cérémonie d'ouverture, le représentant de la France passait du temps à consulter son téléphone.

Le conseil s'est conclu par une brève intervention de la nouvelle présidence mauricienne qui met en avant trois points pour sa feuille de route : approfondir l'intégration, informer la population sur les projets de la COI pour qu'elle puisse se les approprier, placer l'économie bleue au centre des préoccupations. Au niveau du fonctionnement, l'Union européenne fera partie des commissions qui décident des grands projets. Seetannah Lutchmeenaraidoo conclut en saluant Paris qui veut s'impliquer à fond dans l'intégration régionale.

M.M.

De la boue dans la godasse



La Grippe coloniale (I. Le retour d'Ulysse, II. Cyclone la peste) par Huo-Chao-Si et Appollo, éditions Vents d'Ouest.

J'ai plus appris sur la guerre de 14 dans les bédés de Tardi que dans tous les manuels d'histoire. C'est Nietzsche qui aspirait de ses vœux un nouveau type de lecteur, le lecteur ruminant. Estomac bovin, ailes de chauve-souris. Tardi est le ruminant de la Grande Guerre, il l'a lue, relue, et ressassée. Le ruminant n'oublie pas, sa digestion est mauvaise.

Né un 8 août 1894 en Haute-Normandie Henri Charles Jules Eugène Angrand est tombé à 23 ans sur le front de Nanteuil-la-Fosse, fauché par une mitrailleuse allemande. Ramené par les branquardiers Anquetil et Morel, le corps de l'aspirant, du régiment de Rouen, a été inhumé au cimetière civil de Bucy le Long atteint d'une balle de mitrailleuse en pleine tête. L'offensive Nivelles s'embourrait depuis avril. En mai Henri Angrand tombait. De nombreux régiments de soldats coloniaux étaient engagés à Nanteuil...

Ciel et terre couleur sang. On s'enfonce comme des rats, on creuse des murs. Le cygne se noie dans la boue.

« Je pense à la négresse, (écrivait déjà, en 1959, Baudelaire qui fit escale à l'île Bourbon) amaigris et phtisique, Piétinant dans la boue, et cherchant, l'œil hagard, Les cocotiers absents de la superbe Afrique Derrière la muraille immense du brouillard ». De la mitraille et de la boue.

D'Henri Angrand, il reste un exemplaire daté de 1907 des « Femmes Savantes », Librairie Hachette et Cie, sur lequel, à l'encre noire et fluide, il a porté son nom, et une adresse en une formulation qui tient lieu de

portrait et me laisse l'illusion d'une dédicace : « H. Angrand/48 rue Cité de Limes/Dieppe Seine Inférieure France. Europe. Monde. Univers. Terre. » Pleins et déliés élégants et sûrs, facétie d'un élève qui s'applique, qui récite, mais dérive, et éclate en rire sur une liste loufoque.

Qui était ce jeune homme qui, partant à la conquête du monde, le retrouva dans la boue de la Somme ? Qui était ce jeune homme de 23 ans, qui rêvait d'univers et qui s'embourrait dans un « sale coin » ? On ne peut pas se contenter d'une simple mention sur un acte de décès : « Mort pour la France ».

Reste quelque part scellée, enfermée, une correspondance qui évoque sans doute un Emmanuel et un Antoine, ceux-là dont les prénoms ont été dessinés au crayon Conté par un oncle célèbre : pendants, jumeaux séparés, qui se trouvent l'un au musée d'Orsay et l'autre à Chicago.

Et le massacre se poursuivait.

Des coolies recrutés en Chine officiaient comme cantonniers payés au lance-pierre, gardés militairement dans des camps. Destinés à déblayer les décombres, beaucoup sautèrent dans les ruines piégées, au milieu d'obus non éclatés, avec pour tout bagage leur peur, et pour tout horizon la défection.

Car les colonies servaient à ça : le sang noir, le sang jaune pour épargner le sang blanc. La France s'en est repue. Pendant l'occupation de la Rhénanie, la « force noire » fut appelée « die schwarze Schande », « la Honte noire », elle fut accusée de viol, de répandre la syphilis, la tuberculose, la scarlatine. « Les autorités françaises, déjà capitularde, retirent alors les régiments de Sénégalais de Rhénanie, donnant ainsi pratiquement raison aux Alle-

mands » (Tardi). A.E.F, A.O.F., Afrique du Nord, Sénégalais et Tonkinois, la France n'était pas avare d'accueillir du monde. Pour défendre ses terres, elle ouvrait ses frontières ; pour défendre son argent, aujourd'hui elle les ferme, c'est l'héroïsme du moment.

Capitulation de l'Allemagne prussienne, on renvoyait tout ce beau monde aux colonies, et s'il s'en trouvait qui demandaient leur dû, la régularisation de leur solde de captivité et pensions, on réglait ça à coup de mitrailleuse, comme à Tiaroye au Sénégal.

Et puis la Grande Guerre finit dans la grippe espagnole, la « grippe coloniale » comme elle se nommait à La Réunion, qui fit plus de mort que la guerre elle-même, bombardements et gaz ensemble. Sur les traces de Tardi, avec une belle ardeur, elle a été racontée par Huo-Chao-Si et Appollo. Tardi sous les tropiques.

Le vapeur Madonna qui ramenait les Poilus sous les tropiques transportait dans sa cale le virus. Polémiques sur la nature de la grippe, les morts en surnombre, abandons de poste ; la panique qui s'en suivit et la pénurie alimentaire touchèrent de plein fouet les quartiers défavorisés.

Les rues désertes de Saint-Denis et du Port prirent des allures de nécropole. « Deux poilus de la Grande Guerre portant le bleu horizon et les bandes molletières jouèrent, par habitude du front, le rôle de croque-morts, écrivit Gilbert Gérard. Des places et des chemins publics, ils enlevèrent à longueur de journée les dépouilles à moitié corrompues. On les hèle au passage, on leur en apporte des maisons particulières. Les corps tantôt hâtivement recouverts de linceuls, tantôt nus, s'entassaient pêle-mêle. Quand un tournant est brusque ou lorsque les cahots sont trop violents, la masse chancelle et les hauts de la pyramide s'effondrent. Les abords du cimetière ressemblent à un vaste charnier où les macabres cargaisons s'entassent. Sous la surveillance du lieutenant de police Eauclère, les prisonniers de droit commun creusent des fosses. Des animaux errants déchiquettent la nuit les cadavres sans sépulture et parsèment de leurs débris le voisinage... Rares sont les piétons qui se hasardent dans les rues. Le mouchoir imbibé d'huile goménolée, sur le nez, ils s'évitent ». De là se sont ébauchées les silhouettes inoubliables des soldats Evariste, Camille, Voltaire...

Jean-Baptiste Kiya

Oté

Si bate lo zyé, in pé i tir malol : sak i avans pa i rokil

Mi koné pa si demoun i pé rogard long-vi a l'anvèr, mé si lé posib olèrk grosi lo z'afèr ou i obsèrv, ou i rann ali pli pti, donk ou i oi ali pli mal ankòr ké si ou na poin long-vi. Kosa i fé dir amoin in n'afèr konmsa ? Sinploman ké la manyèr bann gouvèrnman droit-konm gosh i oi nou, sa la pa lo bon fason. In légzanp ? Lo prozé lisansyé désan sinkant pèrsonè dann CHU, alé oir si ni konpran bien lé shoz nora plito bézoin anboshé ké dégradé.

Zot i souvien sirman lo séga lété bézoin fèr pou konstrui in sant ospitalyé dan l'ouès alé oir l'avé bien bézoin, mé dopi Pari, gouvèrnman té i oi pa sa. In n'ot ll'ébzanp lo CHU li-mèm. La tardé, la tardé pou fé sa é Paul Vergès té blizé rouv lo zyé lo gouvèrnman dsi la popilasyon té intérése par lo CHU : pa arienk bann rényoné, mé anplis tout bann péi sid-ouès le loséan indien konm Madégaskar, Komor, l'il Moris épi son bann dépendans é an alan pli loin in takon péi l'Afrik. Momandoné banna la konprann té pa in CHU pou in milyonn moun, mé pou plizyèr dizène milyonn pèrsonè dann nout réjyon. L'èr-la la desid fé ! La trinn lo pyé, mé zordi la komans lo batiman.

Zordi ni artonm parèy, kan i rogard La Rényon i oi in milyonn moun, mé i obli Moris, i obli ankòr Madégaskar avèk près vinn-sink millionn moun é domi sinkant, i obli ankòt Kénya, Tanzanie épi d'ot péi ankòr. Donk di amoin si zot i vé nana in défisit dann l'èsploityasyon lo CHU, moin lé pré pou kroir azot, mé si zot i tienbo pa kont l'avnir la santé dann sid-ouès l'odéan indien, l'èrla mi pans i vo myé arète agard a l'anvèr dann long-vi é arète oir anou épi nout réjyon konm zot i rogard zordi ankòr pars si ni prépar pa l'avnir na in pé i prépar zot. Si tèlman nou va révèy in matin La Shine sansa in n'ot gran péi nora fine kontrui bann gran l'opital kiso Moris, kiso Madégaskar, kiso bannzil Komor é sar tro tar pou nou.

Si ni bate lo zyé in pé i tir malol é la vi lé touzour konmsa. Sak i avans pa i rokil malorozman.

Justin

« Doné na bon kèr, mé li fatig vite ! » - In kozman pou la rout

Nana in patoi, mi pans zot i koné patoi-la pars moin lé sir zot i antann sa souvan dé foi. Patoi-la, i di konmsa : « I fo pa pran la bonté pou l'obligasyon ! ». Moin lé sir zot i koné sa ! Mi domann amoin si kék foi zot osi zot la pa kalkil sa kan demoun i pran l'abitid domann azot si, domann azot la, é momandoné zot i domann azot kansa so manèz-la va fini par arété. Donk, zot i konpran bien, provèrb moin la mark an-o la na a popré lo mèm sans ké nout bon vyé patoi ni ansèrv isi La Rényon pou dékouraz in pé bann tro domandèr. Astèr kosa i lé in « tro domandèr » ? Pou désèrtin sé kant ou i domann plizyèr foi, pou d'ot sé kan ou la domann in sèl foi. Donk zot i konpran bien shakinn i oi l'èr dsi son prop révèy é toulmoun lé pa parèy. Alé ! Mi lès azot kass z'ot tête la dsi, si zot i vé, é ni artrouv pli d'van sipétadyé.